

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
30 septembre 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-seizième session**  
Points 35, 66 et 85 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-seizième année**

**Prévention des conflits armés**

**Consolidation et pérennisation de la paix**

**L'état de droit aux niveaux national et international**

**Lettre datée du 28 septembre 2021, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration faite par le Ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères à l'occasion de la Journée de commémoration observée le 27 septembre 2021 dans la République d'Azerbaïdjan pour marquer le premier anniversaire du début de la Guerre patriotique pour la libération des territoires azerbaïdjanais occupés par l'Arménie (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35, 66 et 85 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant Permanent  
(Signé) Yashar Aliyev



**Annexe à la lettre datée du 28 septembre 2021 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère azerbaïdjanais des affaires  
étrangères en date du 27 septembre – Journée de commémoration  
dans la République d'Azerbaïdjan**

Il y a un an jour pour jour, les forces armées de la République d'Azerbaïdjan ont commencé à riposter pour contrer une nouvelle provocation militaire des forces armées de la République d'Arménie.

La riposte s'est opérée dans le cadre du droit à la légitime défense et le plein respect du droit international humanitaire, afin d'empêcher toute nouvelle agression de l'Arménie et d'assurer la sécurité de la population civile. Elle a marqué le début de la Guerre patriotique, qui a duré 44 jours.

La Guerre patriotique a mis fin à la politique d'agression de l'Arménie qui durait depuis près de 30 ans. L'Azerbaïdjan a assuré sa propre intégrité territoriale et restauré les droits fondamentaux de près d'un million d'Azerbaïdjanais. À lui seul, il a assuré la mise en application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur la question, qui dataient de 1993.

La fin de l'occupation des territoires azerbaïdjanais a permis de mettre au jour toutes les activités illégales que l'Arménie y avait menées pendant des décennies, à savoir, notamment : une exploitation minière de grande envergure, la destruction délibérée et le détournement du patrimoine historique, culturel et religieux de l'Azerbaïdjan, le pillage des ressources naturelles, la destruction d'infrastructures et d'autres violations du droit international. La preuve des nombreux crimes de guerre de l'Arménie a aussi été faite à cette occasion. Afin de l'obliger à répondre de ses violations du droit humanitaire international et du droit des droits humains, l'Azerbaïdjan a introduit des requêtes étatiques contre l'Arménie devant la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour internationale de Justice.

Le Gouvernement azerbaïdjanais fait des travaux de restauration et de reconstruction dans les territoires libérés et prend les mesures adéquates pour assurer le retour en toute sécurité et dans la dignité de près d'un million d'Azerbaïdjanais, ainsi que la restitution de ces terres. Il prend aussi les mesures nécessaires pour assurer une paix, une sécurité et une prospérité durables dans la région, conformément à la Déclaration trilatérale du 10 novembre 2020.

La Guerre patriotique, conduite par le Président Ilham Aliyev, commandant en chef des forces armées de la République d'Azerbaïdjan, s'est soldée par la victoire de la vaillante armée azerbaïdjanaise et a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire de l'Azerbaïdjan, établi une justice internationale et changé la réalité de la région.

L'Azerbaïdjan est prêt à normaliser ses relations avec l'Arménie, dans le strict respect des principes du droit international, et particulièrement de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières internationales. Nous demandons à l'Arménie de respecter ces principes fondamentaux pour assurer la paix, la sécurité et la prospérité dans la région et de se conformer à ses obligations internationales.

Le 27 septembre, déclaré Journée de commémoration dans notre pays par décret du Président de la République d'Azerbaïdjan, nous honorons avec un profond respect et une grande estime la mémoire de tous nos martyrs, morts pour l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan.